

# Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

## Projet de loi de finances 2011

### Que va-t-il rester de l'Education nationale ?

14 367 postes sont supprimés dans l'Education nationale dans le projet de budget pour 2011 : 8 967 dans le premier degré, 4 800 dans le second degré et 600 chez les personnels administratifs.

Depuis 2007, ce sont plus de 76 000 postes qui ont été rayés de la carte !

Le rouleau compresseur de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) poursuit son œuvre destructrice.

Mastérisation du recrutement, réforme des lycées, rapport Reiss sur l'enseignement du premier degré, rapport du HCE sur les collèges, rythmes scolaires...

Il n'est pas une réforme ou un projet ministériel qui ne participe à la chasse aux postes.

Comme le souligne la CGT- FO, il s'agit d'un véritable « massacre à la tronçonneuse ».

Pour la première fois, le ministre de l'Education nationale se réclame de la rupture de l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire national, base des principes républicains.

Pour la FNEC FP – FO, ce qui est maintenant en cause, c'est la possibilité de l'Education nationale d'assurer ses missions, ce sont les garanties statutaires de ses personnels, c'est l'existence même de l'école républicaine.

Comme pour le projet de réforme des retraites, le gouvernement applique les directives de l'Union européenne et satisfait aux exigences des marchés financiers et des agences de notation américaines.

Le projet de budget 2011 conforte la FNEC FP-FO dans son adresse à toutes les fédérations de l'Education nationale : n'est-il pas temps que dans l'unité les organisations syndicales exigent le retrait du projet de loi sur les retraites et décident de la grève interprofessionnelle jusqu'au retrait ?

N'est-ce pas le meilleur moyen de préparer l'opposition au projet de budget ?

Telle est la base de l'appel de la FNEC FP - FO à la grève et aux manifestations du mardi 12 octobre.

Montreuil, le 5 octobre 2010